

Les bibliothèques sous le règne du capitalisme

Les bibliothèques ont toujours joué un rôle de gardiens de nos biens littéraires. Mais face à la tendance croissante à l'appropriation de la culture par le marché, elles sont peu à peu devenues de véritables ovnis dans le paysage culturel nord-américain.

Gus Bagakis est professeur de philosophie à la retraite de l'Université d'État de San Francisco. Il revient ici sur ce mouvement destructeur qui vise à transformer les bibliothèques publiques en simples institutions privées à but lucratif.

Traduction Framalang : paul, Edgar Lori, Mannik, Aiseant, claire, jums, Goofy

Source : revue en ligne Truth-out : Libraries Under Capitalism: The Enclosure of the Literary Commons



Photo Steven Ramirez (Domaine public)

*L'une des institutions les plus subversives des États-Unis,
c'est la bibliothèque publique.*

– Bell Hooks

Nos biens communs littéraires des bibliothèques publiques sont peu à peu mis sous cloche et deviennent inaccessibles au public à cause d'une série de lois de nos gouvernements – à la fois locaux, nationaux et fédéraux – qui s'inclinent devant les diktats et les priorités des entreprises. La bibliothèque publique est l'un des rares endroits où les gens peuvent entrer gratuitement, accéder gratuitement aux documents et y séjourner sans devoir acheter quoi que ce soit. La valeur des bibliothèques publiques ne réside pas seulement dans les documents qu'elles prêtent ou dans le modèle non commercial qu'elles incarnent, mais aussi dans le bien commun qu'elles représentent : un endroit public qui offre aux citoyens des espaces intellectuels libérés, propices aux dialogues et à l'organisation de la communauté.

Les bibliothèques sont en train de passer d'un modèle de service public à celui d'entreprises à but lucratif, ce qui conduit à la destruction d'un espace public.

En riposte à cet emprisonnement, le New York Times plaide pour des moyens supplémentaires en faveur des bibliothèques. Le quotidien de la Grosse Pomme présente les bibliothèques comme des lieux où les enfants pauvres viennent « *apprendre à lire et à aimer la littérature, où les immigrants apprennent*

l'anglais, où les chômeurs perfectionnent leurs CV et lettres de motivation, et où ceux qui n'ont pas accès à Internet peuvent franchir le fossé numérique... Ce sont des refuges pour penser, rêver, étudier, lutter et – c'est le cas de nombreux enfants et personnes âgées – pour être simplement en lieu sûr, à l'abri de la chaleur. »

Un article de la revue *Public Library Quarterly* intitulé « Les bibliothèques et le déclin de l'utilité publique » ajoute : « *[les bibliothèques] contribuent à rendre possible la sphère démocratique publique* ». L'auteur alerte également sur le fait que les bibliothèques sont en train de passer d'un modèle de service public à celui d'entreprises à but lucratif qui entraînent la destruction d'un véritable espace public.

Nous avons besoin de moyens supplémentaires pour permettre aux bibliothèques publiques de survivre. Nous devons empêcher la transformation de nos bibliothèques, institutions culturelles, éducatives et communes, en entreprises privées. Afin de comprendre plus clairement d'où viennent ces problèmes, nous devons d'abord comprendre comment les bibliothèques ont historiquement été influencées par le capitalisme.

Les bibliothèques comme système de contrôle social

Lorsqu'on étudie le développement et le déclin des bibliothèques publiques, on constate que les changements sont souvent imputables à l'objectif premier du capitalisme : le profit. Si quelque chose évolue défavorablement – autrement dit, si une chose menace la possibilité de profit – celle-ci devient un bouc émissaire opportun pour réduire les moyens dans les budgets des administrations locales, nationales ou fédérales. Les bibliothèques publiques, l'éducation publique et l'espace public représentent trois victimes actuelles de l'influence du capitalisme car elles sont devenues des « dépenses inutiles » qui entravent l'accroissement des profits.

Afin de contextualiser notre étude, rappelons que le capitalisme est un système économique fondé sur une main-d'œuvre salariée (travail contre salaire), la propriété privée ou le contrôle des moyens de production (usines, machines, exploitations agricoles, bureaux) et la production de marchandises en vue d'un profit. Dans ce système, un petit nombre de personnes qui travaillent pour de très grandes entreprises utilise sa puissance financière et politique pour orienter les priorités, les financements et les mesures gouvernementales en fonction de leurs propres intérêts. Même si le capitalisme a connu des évolutions, l'une de ses composantes demeure inchangée : la lutte pour la richesse et le pouvoir qui oppose les entrepreneurs et les travailleurs. Dans la mesure où les entreprises capitalistes possèdent l'argent et le pouvoir, on peut soutenir qu'elles contrôlent la société en général.

Mais en période de dépression, la classe ouvrière, bien plus nombreuse, souffre et réagit ; elle s'organise et se bat pour de meilleures rémunérations, davantage de bénéfices et de puissance. Ainsi, la réaction des travailleurs face à la Grande Dépression qui a conduit au New Deal de Franklin D. Roosevelt dans les années 1930, a permis de réguler le capitalisme, pour mieux le préserver. La rébellion des travailleurs était due en partie à une répartition excessivement inégale des richesses durant cet Âge d'Or, période où la classe capitaliste accumulait une richesse considérable aux dépens des travailleurs. Un contexte d'inégalité d'ailleurs semblable à celui que nous vivons aujourd'hui, à l'ère de notre Nouvel Age d'Or.

Ce conflit entre les patrons et les travailleurs transparait aussi dans l'histoire des bibliothèques publiques. Les bibliothèques font partie d'un système de contrôle social : elles fournissent des ressources et une éducation aux immigrants. Quand les patrons encouragent la création de bibliothèques, c'est qu'ils les voient comme terrain d'essai

pour immigrés au service de leur industrie. Par exemple, à Butte Montana, en 1893, la nouvelle bibliothèque Carnegie a été présentée par les propriétaires de mines comme « *un antidote au penchant des mineurs pour la boisson, les prostituées et le jeu* » et comme un moyen de favoriser la création d'une communauté d'immigrés afin de limiter la rotation du personnel.

Andrew Carnegie, capitaliste philanthrope en son temps, offre un bel exemple de la volonté de la classe capitaliste de maintenir le système de profits et d'empêcher une révolte ouvrière. Dans son article « *Le Gospel de la Richesse* », publié en 1889, il défend l'idée que les riches peuvent diminuer la contestation sociale par le biais de la philanthropie. Il est préférable selon lui de ponctionner les salaires ouvriers, collecter les sommes puis les redistribuer à la communauté. S'adressant aux ouvriers avec condescendance, Carnegie expliquait : « *Si j'augmente vos salaires, vous allez dépenser votre argent pour acheter une meilleure pièce de viande ou plus de boissons. Mais ce dont vous avez besoin, même si vous l'ignorez, ce sont mes bibliothèques et mes salles de concert* ».

La générosité de Carnegie était bien comprise : diminuer les possibilités de révolte ouvrière et maintenir ou augmenter ses propres profits. Certes c'était un homme généreux, mais il n'était pas vraiment impliqué dans un changement de société, comme il l'a démontré par ses multiples actions autour de la ségrégation. À l'époque de la ségrégation raciale, les Noirs n'avaient généralement pas accès aux bibliothèques publiques dans le Sud des États-Unis. Plutôt que de favoriser l'intégration raciale dans ses bibliothèques, Carnegie a fondé des bibliothèques distinctes pour les Afro-Américains. Par exemple, à Houston, Carnegie a ouvert la Bibliothèque Carnegie pour Personnes de Couleur en 1909. Même si l'on doit reconnaître néanmoins sa générosité dans la construction de plus de la moitié des bibliothèques sur le territoire des

États-Unis avant 1930. En outre, les bibliothèques se sont multipliées en réponse au besoin d'éducation publique, notamment pour les quelque 20 millions d'immigrés arrivés dans le pays entre 1880 et 1920, dans le but de fournir de la main-d'œuvre bon marché et de soutenir le système capitaliste.

Dans notre monde régi par le capitalisme, les guerres sont presque toujours le fait de deux classes dirigeantes (ou davantage) qui se disputent l'accès à des profits, des ressources ou des territoires. Dans ces luttes, la propagande est un outil précieux. Ainsi, durant la Première Guerre Mondiale, la vocation des bibliothèques a basculé vers une américanisation progressive des immigrés, y compris par l'élimination d'ouvrages « antipatriotiques car pro-Allemands ». Durant la Seconde Guerre Mondiale, par opposition aux autodafés nazis, les bibliothécaires américains ont considéré les livres comme des armes de guerre. Pendant la Guerre Froide (1947-1991), certaines bibliothèques publiques ont également servi d'instruments de propagande pour la politique étrangère du gouvernement fédéral : comme la loi sur l'enregistrement des agents étrangers (Foreign Agents Registration Act, FARA) qui a conduit les bibliothèques à filtrer des documents soviétiques.

À la même époque, l'association ultraconservatrice John Birch Society dépêchait ses membres dans toutes les bibliothèques publiques du pays pour vérifier si le *Livre bleu* de l'association était bien disponible dans leurs rayonnages. Ce Livre bleu mettait en garde contre l'ennemi qui s'apprêtait à transformer les États-Unis en état policier communiste et laissait entendre que le Président Eisenhower était un agent communiste. En 1953, au plus fort de la chasse aux sorcières, un membre de la Commission des recueils de textes de l'Indiana a dénoncé l'œuvre *Robin des bois* comme une œuvre de propagande communiste, et demandé son retrait des écoles et des bibliothèques au prétexte que le héros prenait aux riches pour donner aux pauvres. Fort heureusement, quelques étudiants

courageux de l'Université d'Indiana ont résisté et organisé le mouvement de la plume verte (*Green Feather Movement*) en référence à la plume sur le chapeau de Robin des bois.

L'offensive économique contre les bibliothèques

À la fin des années 1970, la formation des travailleurs immigrés n'est plus la préoccupation des entreprises capitalistes car la main-d'œuvre ne manque plus. À partir de ce moment également, le financement des bibliothèques publiques commence à reculer. Après le 11 septembre 2001, la peur s'intensifie dans la population, tout comme s'intensifie la surveillance d'État. L'une des mesures prises par le gouvernement, conformément à la section 215 du Patriot Act, consiste à forcer les bibliothèques à divulguer des informations sur leurs usagers.

Quelques bibliothécaires courageux protestent, comprenant qu'une telle exigence représente un danger pour les libertés individuelles. Ainsi, l'association des bibliothécaires du Vermont adresse une lettre au Congrès pour s'opposer aux dispositions du Patriot Act concernant les bibliothèques. La propagande des États-Unis face à la montée des tensions au Moyen-Orient pose problème à un certain nombre de bibliothécaires qui s'alarment des symboles hyper-patriotiques affichés dans les bibliothèques juste après les attaques du 11 septembre (affiches, posters, pamphlets). Dans une lettre cosignée faisant état de leurs inquiétudes, ils écrivent : « ce type de communications inhabituelles risque de créer une atmosphère intimidante pour certains usagers des bibliothèques. »

Dès la fin du XX^e siècle et au début du XXI^e, la plupart des bibliothèques publiques offrent un espace commun et accueillant, qui encourage l'exploration, la création et la collaboration entre étudiants, enseignants et citoyens.

Innovantes, elles combinent des supports physiques et numériques pour proposer des environnements d'apprentissage. En 1982, l'American Library Association (ALA) organise la semaine des livres censurés (Banned Books Week) pour attirer l'attention sur les livres qui expriment des opinions non orthodoxes ou impopulaires et mettent ces ouvrages à disposition de tous les lecteurs intéressés.

Mais à l'époque, la classe capitaliste est mal à l'aise et craint des « *effets de démocratisation* » liés à l'activisme des années 1960 : droits civiques, droits LGBTQ, sensibilisation écologique, mouvements étudiants et actions de dénonciation de la guerre du Vietnam. Les milieux d'affaires conservateurs contestent alors le capitalisme régulé hérité du New Deal et introduisent le néolibéralisme, une variante du capitalisme favorisant le libre échange, la privatisation, l'intervention minimum de l'État dans les affaires, la baisse des dépenses publiques allouées aux services sociaux (dont les bibliothèques) et l'affaiblissement du pouvoir de la classe ouvrière. Certains d'entre eux se réfèrent au Mémoire Powell (1971), une feuille de route destinée aux milieux d'affaires conservateurs pour les encourager à s'élever et se défendre contre une prétendue attaque de la libre entreprise par des activistes comme Ralph Nader, Herbert Marcuse et d'autres qui étaient censés avoir pris le contrôle des universités, des médias et du gouvernement. À l'autre bout du spectre, les internationalistes progressistes de la Commission trilatérale publient un document intitulé *La crise de la démocratie* (1975), qui suggère que l'activisme des années 1960 a transformé des citoyens auparavant passifs et indifférents en activistes capables d'ébranler les équilibres en place.

Le ralentissement de l'immigration des travailleurs dans les années 1970 et le stress de l'austérité due à la montée du néo-libéralisme ont provoqué le déclin des services sociaux, dont le système des bibliothèques publiques. Certaines d'entre elles dérivent vers un modèle d'entreprise lucrative qui

considère les utilisateurs comme des clients et suivent un modèle entrepreneurial. Elles utilisent les relations publiques, la marchandisation de l'information, l'efficacité, l'image de marque et le mécénat pour augmenter leurs capacités de financements. L'argent qui provenait de taxes locales, nationales et fédérales, indispensable au maintien des services publics, a été transféré dans les poches des sociétés privées, dans l'entretien du complexe militaro-industriel, ou entassé dans des paradis fiscaux. La classe moyenne s'est fait bernier par les promesses de réductions d'impôt, parce qu'on lui a dit que la baisse des taxes allait augmenter les dépenses, et donc dynamiser l'économie américaine. Elle a donc suivi, à tort, les grandes entreprises, alors que la perte des institutions publiques nuit à tous sauf aux riches.

Et pourtant toutes ces attaques contre les bibliothèques publiques ont eu lieu en dépit du fait qu'elles sont un excellent investissement pour les contribuables. Par exemple, une étude de 2007 à propos de la bibliothèque de San Francisco a montré que pour chaque dollar dépensé par la bibliothèque, les citoyens avaient reçu 3 dollars en biens et services.

Bien qu'utilisées par un nombre croissant de personnes, les bibliothèques ont encore vu leurs moyens diminuer sous l'effet de la récession de 2008. En Californie, les aides d'État pour les bibliothèques ont été complètement supprimées en 2011. La Louisiane a suivi l'exemple de la Californie en 2012. Des coupes budgétaires sévères ont frappé simultanément les bibliothèques publiques de la ville de New York, la bibliothèque de Dallas, celles de l'État du Massachusetts et bien d'autres. Le budget fédéral actuel contient un plan qui élimine l'agence de support des musées et bibliothèques (*Institute of Museum and Library Services*) dont les ressources ont été progressivement réduites par les administrations précédentes, qu'elles soient démocrates ou républicaines.

Le renforcement des coupes budgétaires cause l'extinction de nos biens communs littéraires. Alors, comment les défenseurs

des bibliothèques publiques peuvent-ils aider celles-ci à survivre et à promouvoir des valeurs démocratiques réelles et une pensée critique ? Tout d'abord, nous devons bien cerner le sort des bibliothèques publiques à la lumière de l'histoire du capitalisme. Ensuite, nous devons nous organiser et mener une lutte pour protéger les bibliothèques publiques comme espaces de lien communautaire et d'action potentielle, contre ce fléau qu'est l'asservissement au capitalisme oligopolistique.